

**Union européenne - Projet européen
- Brexit - Europe de la sécurité et de
la défense - Lutte contre le
terrorisme - Migrations - Politique
commerciale - Audition de Mme
Nathalie Loiseau, ministre chargée
des affaires européennes, devant la
Commission des affaires étrangères
de l'Assemblée nationale - Propos
liminaires**

(Paris, 25 juillet 2017)

Merci Madame la Présidente, Chère Marielle de Sarnez,

Mesdames et Messieurs les Députés,

Je vous remercie pour votre invitation. Je suis heureuse d'intervenir aujourd'hui, après Jean-Yves Le Drian, en qualité de ministre chargée des affaires européennes. J'y vois, sans surprise, Madame la Présidente, la marque de votre intérêt pour les questions européennes, auxquelles vous êtes fidèle, questions qui sont partout et auxquelles je suis heureuse d'aborder avec vous aujourd'hui. Mais c'est aussi le signe que les questions européennes sont reconnues par votre commission comme étant présentes dans chaque politique publique y compris, naturellement, la politique étrangère. Je me réjouis que votre commission partage sur ce point l'analyse du président de la République et du Premier ministre qui ont tenu à ce que le titre que porte, pour la première fois, Jean-Yves Le Drian soit ministre de l'Europe et des affaires étrangères. C'est une première s'agissant de l'Europe, de ce nouveau Président et de ce nouveau gouvernement, vous l'avez mentionné vous-même. Je me souviens que lorsque, jeune diplomate, entrant au Quai d'Orsay au siècle dernier, malheureusement pour moi les questions communautaires avaient à la fois leur noblesse et un peu leur indépendance par rapport au reste de ce que l'on appelait la «grande politique». Aujourd'hui, les choses ont beaucoup évoluées et ces mondes ne sont plus étanches, c'est une excellente chose, je m'en réjouis.

Comme membre du gouvernement, j'ai besoin de travailler sans relâche avec vous pour porter la voix de la France au sein de l'Union européenne et défendre partout une vision ambitieuse du projet européen.

Lorsque nous avons préparé cette audition Madame la Présidente, Vous avez évoqué, plusieurs thèmes sur lesquels vous souhaitiez que nous échangions, notamment le Brexit, l'avenir de l'Union européenne, l'Europe de la défense et la PSDC, la lutte contre le terrorisme, les migrations ou encore les questions commerciales. Beaucoup de sujets dont on parlait peu ou pas du tout au niveau européen il y a encore peu de temps.

Je vais essayer de mettre ces sujets en perspective : ces sujets et peut-être d'autres encore, qu'il s'agisse de la lutte contre le dumping social qui va nous occuper beaucoup cet été et cet automne, ou contre le réchauffement climatique. Tous ces sujets ont en commun, dans la vision que nous portons, une même ambition, celle d'une Europe qui protège mieux ses citoyens.

Le président de la République, vous l'avez dit, s'est engagé en faveur d'une Europe fière d'elle-même, qui ose assumer le rôle moteur qui lui revient dans de nombreux domaines, de l'économie au climat et qui fasse preuve d'ambition. Il a fait campagne, les députés qui constituent sa majorité ont fait campagne sur une conviction européenne très forte : les grands défis qui se présentent à nous nécessitent une réponse à l'échelle de notre continent. Contrairement aux habitudes de pensées ou aux habitudes de paroles, l'Union européenne n'est pas le problème mais au contraire la solution aux enjeux forts auxquels nous sommes confrontés. Et ceci pour une raison simple : l'Europe est le seul ensemble, j'insiste, le seul, qui ait su allier protection des libertés, encouragement à l'esprit d'entreprise et justice sociale. C'est cet acquis dont nous devons être fiers, que nous devons non seulement préserver mais approfondir encore et qui doit nous conduire à penser le projet européen non pas dans un esprit de résignation ou de suspicion mais dans un esprit de conquête.

Pour autant, si le désir d'Europe l'a emporté, ne nous voilons pas la face. C'est l'ambition que porte le projet européen que les Français approuvent mais pas nécessairement - et de loin - la façon dont elle est portée aujourd'hui par l'Union européenne. L'Europe apparaît à beaucoup comme lointaine, peu lisible, coupée des réalités et trop bureaucratique. Le procès qui est fait à Bruxelles est injuste, parce qu'il est excessif. Il est injuste aussi parce que trop longtemps, les gouvernements successifs ont pris cette habitude de désigner les institutions européennes comme responsables de leurs difficultés et de leurs déconvenues. Cette attitude n'est pas digne car à Bruxelles, à Luxembourg, à Strasbourg, nous sommes présents. Elle n'est pas digne parce qu'elle consiste à n'approuver la direction que prend l'Europe que lorsqu'elle nous fait penser à une France en plus grand. Or l'Union européenne, c'est une culture, celle du compromis qui nous renforce tous, pas celle du conflit dont sortiraient des perdants et des gagnants. Collectivement, nous avons manqué à notre devoir d'explication et nous avons manqué de sincérité vis-à-vis de nos concitoyens. Comptez sur ce gouvernement pour ne plus céder à cette facilité. J'espère pouvoir compter sur vous également pour ne pas faire de Bruxelles le bouc émissaire facile de vos frustrations. Venons-en à l'agenda européen que promeut la France et que le président de la République a défendu lors notamment du conseil européen des 22 et 23 juin où je l'ai accompagné, celui d'une Europe qui protège.

Une Europe qui protège, c'est d'abord une Europe qui assure la sécurité de ses populations. Aucun État membre ne peut aujourd'hui se croire à l'abri de la menace terroriste. La commémoration, demain du lâche assassinat du père Hamel comme celle, il y a quelques jours, de la tragédie de Nice nous le rappellent. Or si la réponse à la menace est en partie nationale, sa dimension européenne mérite d'être renforcée, en mettant en oeuvre pleinement l'ensemble des dispositions déjà existantes mais aussi en allant plus loin. Je pense en particulier au PNR (Passenger Name record) européen, dont la transposition doit être achevée dans l'ensemble des États membres avant mai 2018 et qui ne sera pleinement efficace que si tous les États membres exercent pleinement les contrôles prévus. La France est prête à partager son savoir-faire à ses partenaires lorsque c'est nécessaire. Mais nous devons aussi aller jusqu'au bout sur des projets aussi importants que le paquet «frontières intelligentes» : ainsi le système «entrée-sortie» a fait l'objet d'un accord politique le 30 juin et le Système

d'information et d'autorisation de voyage (ETIAS) devrait faire l'objet d'un accord avant la fin de l'année. L'enjeu est de mieux contrôler nos frontières, pour mieux contrôler les allées et venues vers des destinations problématiques ainsi que mieux surveiller les éventuels retours de djihadistes sur notre sol. Nous devons aussi aller plus loin en luttant contre l'utilisation d'Internet par les réseaux terroristes, qu'il s'agisse de faciliter l'accès aux services cryptés par les services d'enquête ou encore de contraindre les acteurs de l'internet à mettre en place un système automatique de retrait de tout message, de tout contenu appelant en ligne à la haine ou à commettre un acte terroriste. Nous attendons de la Commission, conformément aux orientations du Conseil européen des 22 et 23 juin derniers, qu'elle mette rapidement sur la table du conseil des propositions législatives. Nous voulons aussi que l'Union européenne mène un dialogue approfondi avec nos partenaires internationaux comme les États-Unis, le Canada, ou encore l'Australie. Nous serons plus forts ensemble pour négocier avec les fournisseurs d'accès et les GAFAs.

Une Europe qui protège, c'est une Europe qui permet une mondialisation régulée. Cela vaut en particulier en matière commerciale, où l'Union constitue le juste niveau d'action. J'entends les doutes, voire les critiques, qui s'expriment parfois sur le sujet, y compris hélas de manière caricaturale. Mais ne nous y trompons pas, il n'y a que trois options possibles : soit nous optons pour un protectionnisme illusoire et mortifère qui porterait gravement préjudice aux intérêts de nos producteurs, tous secteurs confondus ; soit nous ouvrons nos marchés à tous les vents, sans régulation, et ce sera la loi de la jungle ; soit nous négocions des accords qui organisent et régulent nos échanges commerciaux, confiants dans la force de nos entreprises mais également sans naïveté.

C'est dans cette dernière voie que l'Union européenne s'est engagée et je crois que les dernières négociations sont une bonne illustration de l'équilibre qu'il est possible d'atteindre. Prenons l'accord commercial avec le Canada, le CETA par exemple, sur lequel je lis et j'entends beaucoup de contrevérités. Dès le premier jour de la mise en oeuvre provisoire de l'accord, la suppression des tarifs douaniers canadiens se traduira par une économie de 400 millions d'euros pour nos exportateurs. Par ailleurs, pour la première fois le Canada a accepté de protéger des appellations d'origine, dont chacun sait l'importance pour notre pays.

Il en va de même pour l'accord de principe récemment trouvé entre le Japon et l'Union européenne : grâce à cet accord, nos entreprises pourront librement concourir à l'obtention de marchés publics, et ce sans encourir une quelconque forme de discrimination. Ce sont là des bénéfices concrets, tangibles et incontestables.

Naturellement, les bénéfices que nous escomptons de ces accords doivent nous conduire à exiger qu'ils soient négociés sans aucune espèce de naïveté: l'ouverture des marchés doit être réciproque, qu'il s'agisse de la circulation des marchandises ou de l'accès aux marchés publics et le dumping doit être combattu. Nous devons également redoubler de vigilance s'agissant des investissements étrangers dans les secteurs stratégiques.

Lors du dernier Conseil européen, la nécessité de renforcer nos mesures anti-dumping et de moderniser nos instruments de défense commerciale a été reconnue. Cela doit se faire dans la clarté. La politique commerciale de l'Union européenne doit gagner en transparence. Il ne suffit pas que votre assemblée soit consultée à la fin du processus, même si elle doit bien sûr avoir le dernier mot ! Un bon accord est un accord qui associe toutes les parties prenantes et

nous demandons plus de transparence dans la négociation. Cela passe par la publication des mandats de négociation du Conseil et par une information régulière et de qualité. Le Premier ministre, s'agissant du CETA, a mis sur pied une commission scientifique qui doit déterminer si l'accord a un impact dans les domaines environnementaux et sanitaires. Cette Commission, qui rendra son avis début septembre, est susceptible de formuler des recommandations que le gouvernement examinera très attentivement, qu'il s'agisse des conditions de mise en oeuvre du CETA ou de la négociation des accords futurs.

S'agissant des marchés publics aussi nous avançons : nos partenaires les moins préoccupés par le sujet parmi les États membres, et il y en a, ont évolué et ils comprennent désormais l'importance qui s'attache à instaurer la réciprocité.

S'agissant de la surveillance des investissements étrangers dans les secteurs stratégiques, c'est une compétence des États membres, et nous respectons cela. Mais nous appelons la Commission européenne à jouer un rôle d'analyse, d'échange d'information et si nécessaire d'alerte dans ce domaine : nous faisons tous partie du marché unique et un investissement étranger dans un secteur stratégique peut déstabiliser une partie de l'industrie européenne. Le Conseil européen a encouragé la Commission à agir dans ce sens, c'est un premier pas.

J'ai prononcé le mot de dumping et j'y reviens sous un autre aspect : l'Europe qui protège, c'est celle qui lutte efficacement contre le dumping social. Le président de la République a fait le choix dès le début de son mandat d'exiger une révision plus ambitieuse de la directive sur le travail détaché. Le gouvernement (Premier ministre, ministre du travail, moi-même) est pleinement mobilisé autour de cet objectif. Nous avons défini des attentes précises relatives à la rémunération des travailleurs détachés, en application du principe «à travail égal salaire égal dans le même pays», à la lutte contre la fraude, à la limitation des périodes de détachement dans le temps ou encore au lien avec la réglementation sur le transport routier. Des contacts à la fois techniques et politiques sont en cours avec l'ensemble de nos partenaires, sur la base d'un accord franco-allemand réaffirmé lors du conseil des ministres franco-allemand du 13 juillet dernier. Nous agissons mus par une ambition profondément européenne, celle d'une convergence sociale vers le haut qui bénéficiera à tous. La solution n'est pas d'opposer l'Est à l'Ouest de l'Europe, en aucun cas, mais de discuter directement en particulier avec les pays les plus concernés, que ce soit les pays du groupe de Visegrad (la Hongrie, la Pologne, la République tchèque, la Slovaquie) ou encore la Roumanie, l'Espagne, la Bulgarie, le Portugal. C'est ce que le président de la République a commencé à faire lors du Conseil européen le 22 juin. C'est ce que nous sommes en train de poursuivre, à tous les niveaux. C'est ainsi que nous espérons dégager une décision satisfaisante à l'automne.

Une Europe qui protège, c'est aussi une Europe qui fait preuve de plus de responsabilités et de plus de solidarité face à la crise migratoire qu'elle traverse. L' afflux sans précédent de migrants et de réfugiés est un défi pour l'Union européenne. Ce défi appelle une réponse forte de notre part, qui allie le contrôle effectif de nos frontières et le respect scrupuleux de nos valeurs. Plusieurs réformes structurelles sont actuellement en cours de discussion, notamment sur le régime européen d'asile. La négociation sur la révision du règlement de Dublin, qui détermine l'État membre responsable du traitement d'une demande d'asile, se poursuit et nous y travaillons, dans un esprit à la fois de responsabilité et de solidarité. Nous devons renforcer notre dialogue avec les pays d'origine et de transit des migrants mais aussi redoubler d'efforts pour contribuer à stabiliser la Libye. Vous avez pu constater, avec l'invitation à Paris aujourd'hui même de MM. Sarraj et Haftar, que la France prend des initiatives et travaille

étroitement avec le nouvel envoyé spécial des Nations unies, M. Ghassan Salamé.

Il est également essentiel que nous tenions nos engagements vis-à-vis des pays européens de première ligne que sont la Grèce et l'Italie, notamment en ce qui concerne la relocalisation de réfugiés à laquelle nous nous sommes engagés. Le Premier ministre a confirmé que tel était bien le sens de notre action, à l'occasion de la présentation du plan d'action pour garantir le droit d'asile et mieux maîtriser les flux migratoires, le 12 juillet dernier. Notre politique est fondée à la fois sur la reconnaissance du droit d'asile comme un principe intangible pour les personnes en besoin de protections, que nous devons accueillir dans de meilleures conditions mais aussi sur la détermination à lutter plus efficacement contre les migrations économiques illégales. Nous devons renforcer nos efforts vis-à-vis du pays d'origine et de transit. Ainsi, au niveau européen, le Fonds fiduciaire d'urgence a mobilisé, 2,5 milliards d'euros. Toujours au niveau européen, outre la refondation du système européen d'asile que j'ai évoqué, nous travaillons à accroître les moyens de FRONTEX pour mieux gérer les frontières extérieures. Nous devons également mieux lutter contre les passeurs. Nous sommes en faveur de sanctions européennes contre les organisations mafieuses de passeurs et autres trafiquants de détresse humaine. Jean-Yves Le Drian et ses homologues ont commencé à y travailler lors du Conseil des affaires étrangères du 17 juillet. Il était hier en Italie, j'y serai moi-même à Rome jeudi, où j'aurai l'occasion de revenir sur l'ensemble de ces questions avec nos partenaires italiens.

L'Union doit également, face à des menaces multiples, davantage s'affirmer à l'extérieur de ses frontières. C'est la raison pour laquelle la France jouera pleinement son rôle pour contribuer à la construction d'une Europe de la sécurité et de la défense. Notre objectif, vous le savez, est l'autonomie stratégique de l'Union. Ce terme qui est apparu pendant longtemps comme un slogan. Il ne l'est plus et chacun reconnaît, plus ou moins facilement, que l'Union européenne doit pouvoir se renforcer dans ces domaines sans pour autant que cela menace en quoi que ce soit l'OTAN. C'est au contraire le développement des capacités des États membres qui bénéficiera à la fois à l'Union européenne, à l'OTAN et à l'action bilatérale de chacun.

Le dernier Conseil européen a permis des progrès significatifs. D'abord parce qu'il a décidé la création d'un véritable Fonds européen de défense, qui permettra de financer la recherche et les programmes capacitaires en matière de défense. Pour la première fois nous allons disposer collectivement de financements communautaires mobilisables, de façon très encadrée, dans le secteur de la défense. Mais aussi pour mieux déterminer les manques capacitaires de l'Union européenne, et pouvoir les combler, avec la revue annuelle coordonnée de défense (CARD), qui a vocation à devenir le cadre privilégié d'élaboration de nouveaux projets européens de coopération capacitaire, avec un soutien, le cas échéant, du Fonds européen de défense. Ce dispositif devrait faire l'objet d'une première expérimentation dès cet automne. Ensuite nous avons posé le principe d'une «coopération structurée permanente» en matière de défense, c'est-à-dire un ensemble d'engagements plus forts en matière de dépenses, de capacités et de missions extérieures. Nous travaillons avec nos partenaires allemands, comme nous l'avons notamment fait le 13 juillet lors de la réunion du Conseil franco-allemand de défense et de sécurité, pour définir une liste d'engagements contraignants, avec des dispositifs d'évaluation spécifiques. Cette proposition pourra former la base d'un accord européen plus large, qui garantirait un haut niveau d'ambition pour le futur dispositif. Nous sommes attentifs à ce que les deux sujets, le fonds européen de défense et la coopération structurée permanente, avancent au même rythme. Nous veillerons en particulier à ce que des mécanismes additionnels de partage des coûts des opérations militaires de l'Union européenne soient prévus. Il s'agira de l'un de nos principaux objectifs de négociation avec nos partenaires européens lors de la mise en place de la Coopération structurée permanente.

Enfin, nous souhaitons une adoption rapide de la révision du règlement de l'Instrument contribuant à la stabilité et à la paix, afin de renforcer les capacités de sécurité et de défense des États partenaires de l'Union européenne, en particulier les États africains.

Cet agenda de protection, nous avons commencé à le partager avec nos partenaires, comme vous le voyez, il est déjà fortement reflété par les conclusions du Conseil européen des 22 et 23 juin. Nous nous sommes ouverts à la présidence estonienne du Conseil, notamment à l'occasion de la visite à Tallin du Premier ministre, que j'ai accompagné.

La question des travailleurs détachés sera au centre de la réunion du conseil EPSCO du 23 octobre. Plus largement le Sommet de Göteborg sera consacré aux droits sociaux, et se tiendra le 17 novembre. Il doit permettre des avancées concrètes sur le socle européen des droits sociaux proposé par la Commission en avril. L'Estonie organise le 29 septembre un sommet numérique auquel le président de la République se rendra et qui sera l'occasion de partager nos vues, notamment en matière de droits d'auteur ou de cyber sécurité.

J'en viens maintenant à des négociations transversales et structurantes, qui auront un impact sur la plupart des politiques de l'Union européenne. Je commencerai évidemment par les négociations sur la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne. Vous le savez, une deuxième session s'est tenue avec les Britanniques la semaine dernière et n'a pas permis de véritables avancées. Michel Barnier appelle à ce que la prochaine session, au mois d'août, apporte les «clarifications» nécessaires. Il négocie au nom de toute l'Union européenne, rend compte au conseil, au niveau technique comme devant les ministres, voire devant le Conseil européen, et a toute notre confiance, je veux le dire clairement ici.

Dans ce contexte, je voudrais insister sur l'importance de l'unité des Européens autour des deux phases définies par le Conseil européen le 29 avril dernier et acceptées par les Britanniques : nous devons d'abord nous concentrer sur les questions essentielles relatives au retrait du Royaume-Uni, à savoir les droits des citoyens de part et d'autre, la questions des frontières et celle des modalités de calcul du règlement financier du départ du Royaume-Uni. C'est seulement dans un deuxième temps, lorsque des progrès suffisants auront été constatés et normalement à l'automne, que les autres sujets seront ouverts et que le négociateur pourra commencer à évoquer l'avenir des relations entre l'Union européenne et le Royaume-Uni. Cela suppose, je l'ai dit, des progrès suffisants, notamment sur le règlement financier de la séparation et sur la question très importante du sort des citoyens européens résidant au Royaume-Uni.

Enfin le Brexit ne doit pas éluder la question de l'avenir de l'Union européenne. Nous devons, dès cet automne, définir le niveau d'ambition que nous voulons donner à l'Union à 27 pour l'avenir. Votre vision, vos attentes, vos remarques sont importantes à cet égard. Le gouvernement y prêtera la plus grande attention. Du côté des institutions européennes, le discours sur l'état de l'Union que le président Juncker présentera en septembre est également très attendu. Nous aurons certainement l'occasion d'en reparler.

Plusieurs convictions pour terminer mes propos liminaires avant d'échanger avec vous :

La première, c'est que La France est certes espérée en Europe mais elle est aussi attendue. Dans l'enjeu européen, le président de la République, le gouvernement créent un nouvel élan, je l'ai constaté. Réjouissons-nous de cet état de fait mais soyons conscients que sans réformes d'ampleur, notre voix ne portera pas. Nous ne nous sommes pas fixés l'objectif de faire baisser le déficit budgétaire en dessous de 3% pour complaire à un hypothétique diktat de Bruxelles, nous l'avons fixé parce que nous le devons aux générations futures et aussi parce que, pour inspirer confiance, nous devons enfin tenir les engagements auxquels nous avons nous-même volontairement souscrit.

Deuxième conviction : l'Europe n'avance que lorsque le moteur franco-allemand est en marche. Cette relation de travail étroite avec l'Allemagne, nous avons voulu la relancer dès le début du quinquennat, avec l'organisation, il y a quelques jours, du premier Conseil des ministres franco-allemand. Ce Conseil des ministres a permis de donner une impulsion forte à la coopération entre nos deux pays, en se concentrant sur des projets concrets dans les domaines de l'éducation et de la culture, de la défense et de la sécurité, comme en matière économique et sociale ou encore sur le climat. Il a permis d'évoquer des sujets sensibles comme l'union économique et monétaire et l'avenir de la zone euro. Nous avons encore beaucoup de travail devant nous pour préciser les concepts et nous mettre d'accord sur une approche commune, mais nous sommes pleinement mobilisés pour avancer.

Je voudrais aussi conclure en rappelant la la nécessité, et vous l'avez fait Madame la Présidente, de renouer le lien entre les citoyens et le projet européen. L'agenda de protection, que nous défendrons et que je vous ai présenté, met les peuples d'Europe au centre du projet européen. Nous devons aller au-delà et donner la parole aux préoccupations, aux attentes et aux aspirations des populations autour de l'Europe. C'est l'enjeu des conventions démocratiques que le président de la République ambitionne d'organiser, en France et dans tous les États membres qui le souhaiteront, pour redonner la parole aux citoyens. La participation de toutes les forces vives de la société sera essentielle, la vôtre tout autant. J'attends beaucoup de nos échanges. Je vous remercie./.